Titre : « *De l'authentification à la signature électronique : quel cadre juridique pour les communications électroniques internationales ?* »

Eric A. Caprioli, Avocat à la Cour de Paris, Docteur en droit, spécialiste en droit des la propriété intellectuelle et des technologies de l'information, membre de la délégation française aux Nations Unies

Caprioli & Associés, société d'avocats

6 rue Saulnier, 75009, Paris, France (00 33 1 47 70 22 12)

9 avenue Henri Matisse, 06200, Nice, France (00 33 4 93 83 31 31)

www.caprioli-avocats.com

e.caprioli@caprioli-avocats.com

Résumé

Avec les réseaux numériques, le fait de disposer de méthodes d'authentification fiables est devenu un pré-requis essentiel pour les accès à des sites internet, à des contenus ou pour signer des transactions. Dès lors, le besoin de confiance s'impose aux acteurs du commerce électronique. Il doit se traduire par une meilleure identification des utilisateurs ainsi qu'une imputation fiable des opérations aux personnes déterminées. Ainsi, les questions de l'authentification et de signature électronique deviennent des éléments cruciaux propres aux communications électroniques internationales.

Dans ce contexte, le principe de la reconnaissance mutuelle de ces méthodes manque encore souvent d'effectivité. Pour assurer une bonne gestion des risques juridiques, notamment en cas de différend, l'identité sous forme numérique de chaque intervenant doit être déclarée ou vérifiée, selon le besoin et la nature de l'opération en cause ainsi qu'en fonction du niveau de confidentialité exigé. Cette prise de conscience induit de soumettre les acteurs économiques aux nouvelles exigences liées à la sécurisation de leurs activités, notamment via les méthodes d'authentification et l'identité sous forme numérique. Par ailleurs, la responsabilisation des acteurs sur l'Internet en matière d'authentification (des établissements bancaires notamment) a reçu récemment quelques confirmations jurisprudentielles, avec l'instauration d'exigences d'authentification forte, par exemple dans le contexte de l'accès aux comptes bancaires en ligne. La notion d'identification, quant à elle, soulève de nombreuses problématiques liées aux risques de dénégation des actes juridiques conclus par voie électronique ou d'une utilisation frauduleuse des réseaux (ex : usurpation d'identité). De même, en France, la difficulté d'appréhension de l'identité numérique échappe à l'heure actuelle à une définition complète et elle se voit uniquement

visée par des textes relatifs à l'usurpation d'identité virtuelle ou encore par le futur (et hypothétique) dispositif de la Carte Nationale d'Identité Electronique.

Enfin, s'agissant de la signature électronique, elle permet de manifester la volonté du signataire de consentir à l'acte signé. Toutefois, en tant qu'un moyen d'authentification, elle doit aussi garantir son identité, tout en attestant de l'intégrité de l'acte en question. Diverses méthodes ont été mises au point au fil des années pour atteindre ces objectifs, chacune visant à satisfaire des besoins distincts, à conférer des niveaux de sécurité différents et en fonction de diverses exigences techniques. Parmi ces dernières, les conditions liées à la sécurité lors de l'émission de certificats et de produits de signature électronique trouvent tout leur intérêt face au besoin de sécurisation des protocoles d'identification et de confidentialité des flux de données. Ces différents moyens d'authentification sont de plus en plus pris en compte tant par le législateur français que par les établissements financiers. Les dispositions et les applications pratiques en matière bancaire dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent ou celui des jeux de hasard en ligne (avec l'adoption de la nouvelle loi en 2010) en sont des illustrations récentes.

Pour assurer une coopération internationale et donc un véritable développement du commerce électronique, il est essentiel que la CNUDCI adopte des règles juridiques internationales portant notamment sur l'authentification des personnes et des objets (ex : logiciels, sites internet), la signature des personnes morales, la reconnaissance mutuelle des signatures et certificats électroniques par différents pays, à travers l'harmonisation des mesures de sécurité retenues par exemple pour le stockage et l'hébergement des données ou pour l'acceptation des signatures et des certificats dans les opérations transfrontières.

Dans un tel contexte de nécessité de sécuriser les transactions électroniques relatives à l'authentification, à la signature des personnes morales, la gestion de l'identité sous forme numérique et les fédérations d'identité sont devenues des enjeux majeurs de l'économie numérique. Cette nécessité se traduit notamment par la mise en place, pour l'instant à l'échelle de certains pays, de moyens d'identité numérique, de signature et d'authentification pour les accès en ligne aux nombreux services (privés et publics) grâce aux outils spécialement labellisés, comme IdéNum en France (en cours de développement) ou SuisseID, lancé en 2010 en Suisse.